

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## **Sport : après les JOP, le sport est abandonné par le Gouvernement !**

Dès sa prise de mandat au ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, Gil Avérous déclarait : « *le budget global du sport est affiché en baisse dans la lettre de cadrage* » pour l'année 2025.

Peu de surprise, donc, lors de la présentation du Projet de Loi de Finances pour le budget sport, jeunesse, vie associative, mais une profonde colère. On est loin des déclarations d'Emmanuel Macron de janvier 2024 qui annonçait que « *l'activité physique et sportive serait promue Grande Cause nationale* ». Dans la réalité, le grand coup de rabot sur le budget du sport se poursuit, loin de l'héritage des JO/JOP de Paris annoncé.

L'enveloppe consacrée à la mission « sport, jeunesse et vie associative » pour 2025 est en baisse de 13% (1,54 milliard d'euros contre 1,77 milliard d'euros en 2024)! Le budget des Sports stricto sensu est le plus touché puisqu'il subit une diminution 20% !!! (Passage de 889 millions d'euros cette année à 715 millions d'euros en 2025).

C'est un budget brutal qui tranche, après l'euphorie des Jeux.

Le Ministre annonce vouloir toujours soutenir la haute performance sportive, combattre toutes les formes de discrimination, lutter contre la sédentarité mais le budget qu'il a présenté annonce tout le contraire :

- le sport de haut niveau perd 17 millions d'euros sur les 114 millions d'euros en 2024 ;
- le développement des équipements sportifs de proximité est en baisse ;
- l'enveloppe dédiée au Pass' Sport, qui finance à hauteur de 50 euros une licence sportive pour les jeunes, les étudiant-es et les personnes en situation de handicap, perd 10 millions d'euros ;
- le dispositif visant à augmenter de 2 heures la pratique du sport au collège est également réduit de 4 millions d'euros.

Le régime d'austérité imposé aux collectivités locales affectera également le sport, puisqu'elles sont les principales contributrices, notamment dans la rénovation des équipements sportifs.

Le Gouvernement fait le choix de sacrifier le sport et la jeunesse. En revanche, il maintient des dépenses sur des projets inutiles et extrêmement coûteux :

- le Service national Universel est maintenu (8 % du budget) ;
- le Service civique, souvent utilisé pour pallier des non-crétions d'emplois, compte pour 39 % ;
- l'Agence Nationale du Sport est maintenue (10 % du budget) ;
- le soutien aux grands événements est confirmé, avec l'inscription d'une première garantie financière de 500 millions d'euros pour les JO Alpes 2030...

Avec le budget 2025, nous sommes loin du sport pour toutes et tous !

Le sport doit permettre l'émancipation de toutes et tous. Il y a urgence à renforcer les budgets des politiques publiques, des associations sportives et à développer une réelle politique de sport.

La CGT revendique que le budget du ministère de la Jeunesse et des Sports soit porté à un minimum de 1 % du budget de l'État. Elle exige la mise en œuvre de moyens suffisants et adaptés pour les pratiques sportives (équipement et encadrement) pour les personnes en situation de handicap.

Montreuil, le 16 octobre 2024